Face à la crise du capitalisme et à la remontée de la lutte de classe, il faut une orientation claire

Ce premier numéro du Bulletin de la Tendance CLAIRE du NPA est marqué au double sceau de la crise mondiale du capitalisme, nouvelle époque dans laquelle nous vivons, et des enjeux immédiats de la lutte de classe en France, où il s'agit d'intervenir pratiquement.

Premiers effets de la crise dans la lutte des classes

La crise est un événement historique d'une importance colossale, même s'il est difficile d'en mesurer exactement toute l'ampleur car nous n'en sommes qu'à ses débuts. Il s'agit d'abord d'un événement économique qui doit être décrit et expliqué comme tel : c'est ce que tente l'article de Gaston Lefranc. Mais, au-delà des chiffres et des mécanismes proprement économiques, l'importance sociale et politique de cet événement se laisse prévoir en partie par ses premiers effets tangibles dans la lutte de classe des différents pays, comme contribuent à le montrer les articles d'Antoni Mivani.

Le plus important de ces effets — d'autant plus considérable pour nous qu'il survient dans les colonies française — est sans doute l'exemplaire grève générale de six semaines en Guadeloupe et de quatre semaines en Martinique, à laquelle la Tendance CLAIRE a consacré ses deux premières contributions. Ces contributions pour la discussion et l'action, reprises dans les pages suivantes, ont été l'occasion de défendre publiquement des propositions pour la lutte de classe en France qui avaient été soumises au congrès de fondation du NPA, dont un bilan critique est également publié ci-après. Certes, la grève générale antillaise n'a finalement permis d'arracher qu'une satisfaction partielle des revendications et l'accord sur les 200 euros préserve largement les intérêts du patronat pendant trois ans (les trois quarts en seront financés par l'impôt) et ne couvre qu'une partie des salariés : on ne peut guère, dans ces conditions, parler d'une véritable victoire. Mais ce résultat est dû avant tout au cadre étroitement économique fixé par le LKP — dont l'orientation est restée fondamentalement réformiste malgré sa combativité — et surtout à l'isolement des grévistes antillais, car les directions syndicales françaises ont refusé d'appeler à la solidarité concrète avec leur grève générale, qui aurait dû être le combat pour son extension en France même. Or, malgré ces limites et ces obstacles, la grève générale antillaise a imposé un recul partiel au patronat et au gouvernement et surtout elle a rendu concrète, pour des millions de travailleurs en France et dans le monde, la question de la grève générale. Cela permet de formuler de façon précise l'objectif de sa préparation politique : pour la Tendance CLAIRE, le NPA et les autres organisations se réclamant de l'anti-capitalisme devraient prendre clairement l'initiative d'en préparer concrètement les conditions politiques, car les conditions objectives en sont réunies.

Les conditions objectives d'une grève générale en France se réunissent

En effet, en France comme ailleurs, le patronat et le gouvernement sont largement discrédités. Avec la crise, il apparaît clairement que, loin d'être le moins mauvais des systèmes, comme les idéologues de la bourgeoisie ont voulu nous le faire croire depuis des années, le capitalisme est pourri dans sa logique et son fonctionnement mêmes. Non seulement ses profits colossaux n'ont pas d'autre source que l'exploitation monstrueuse des prolétaires et des peuples, mais en outre ses pertes même devraient être payées par les travailleurs ! Ce serait encore à nous de payer la faillite du capitalisme qui nous doit déjà toute sa richesse accumulée ! Le dégoût et la colère des travailleurs sont donc légitimes. Encore sourde dans de nombreuses franges de la population, elle s'est exprimée par le succès des grèves et manifestations du 29 janvier, la grève illimitée et reconductible de l'enseignement supérieur (cf. l'article de Laura Fonteyn), la mobilisation des travailleurs hospitaliers (cf. l'article de Jean Veymont), la résistance des enseignants du premier degré (cf. l'article de Joséphine Dangeant), la multiplication des grèves dans de nombreuses entreprises, notamment à la poste dans le 92 et désormais dans le 91, dans les usines frappées par des décisions de fermeture, de licenciements, de « chômage technique » et/ou de baisse des salaires… Certes, l'état d'esprit des travailleurs est inégal et oscille souvent entre colère sourde, pas encore explosive, et résignation : c'est ce que montre le cas des travailleurs de l'automobile, dont l'entrée en lutte sera décisive, mais reste pour le moment limitée et surtout dispersée (cf. l'article de Kolya Fizmatov). Cependant, la situation ouverte par la crise, qui vient s'ajouter aux désastres des politiques capitalistes menées depuis des années et notamment depuis l'élection de Sarkozy, rend inévitables une poursuite de la montée des luttes et dès lors l'exigence croissante de leur convergence.

Prendre des initiatives pour l'auto-organisation des luttes et le front unique ouvrier

C'est pourquoi il est indispensable de mettre en œuvre avec audace et détermination une orientation qui combine l'auto-organisation des travailleurs comme seul moyen de construire et contrôler les luttes avec le combat politique pour le front unique des organisations du mouvement ouvrier. Même dans les secteurs où les travailleurs ne sont pas encore entrés massivement en lutte, comme dans l'automobile, une initiative unie et résolue des militants anticapitalistes et révolutionnaires (notamment ceux du NPA, de LO, des équipes syndicales combatives…) permettrait sans doute de commencer à déborder le cadre fixé par les directions syndicales, qui refusent aujourd'hui de mobiliser sérieusement les travailleurs. La lutte des ouvriers de l'automobile à Cordoba, en Argentine, a prouvé que l'initiative d'une organisation révolutionnaire, même petite, peut (cf. l'article d'Antoni Mivani) être décisive pour aider les travailleurs en colère à trouver le chemin de la lutte gagnante en surmontant les obstacles dressés par les bureaucraties syndicales.

De façon générale, les secteurs mobilisés sont d'ores et déjà suffisamment nombreux et puissants pour que la question de la convergence interprofessionnelle se pose à une large échelle. Cela sera confirmé par le succès prévisible de la « journée d'action » du 19 mars, dont les travailleurs vont se saisir massivement pour exprimer leur volonté de combattre, bien qu'elle soit sans base revendicative claire et sans perspective.

Le baptême du feu du NPA doit se faire dans les luttes et dans la clarté politique

L'urgence est donc de proposer à ces travailleurs une orientation alternative à celle des directions syndicales, par la dénonciation systématique de leurs concertations avec le gouvernement, le combat frontal contre leur tactique des « journées d'action » sans perspective et la mise en avant d'une plate-forme revendicative unifiante et d'un plan d'action dont l'axe soit la préparation et l'appel dans les plus brefs délais à la grève générale. C'est le sens de la proposition de « comités de préparation de la grève générale » que les militants de la Tendance CLAIRE défendent au sein du NPA (cf. ci-après la proposition de résolution soumise à la discussion dans les comités).

Enfin, la défense de cette orientation fondamentale dans la lutte de classe pourra évidemment utiliser le cadre de la campagne électorale pour les européennes. Pour les anticapitalistes cohérents et conséquents, la présentation de candidats aux élections ne peut servir qu'à faire connaître le programme du parti et notamment ses propositions immédiates pour la lutte de classe, grâce à l'accès aux médias, aux affiches et aux professions de foi électorales.

C'est pourquoi il est vain de proposer un front électoral avec des organisations de la gauche de la gauche institutionnelle qui refusent de se battre pour de telles propositions (concrètement, le PCF et le PG soutiennent au contraire la politique des principales directions syndicales, auxquelles ils restent politiquement liés, et ne veulent de toute façon pas quitter l'ombre électoraliste du PS). En revanche, il aurait été juste de combattre pour l'unité des anticapitalistes et révolutionnaires, afin de populariser les nombreux points communs de leurs programmes respectifs et de proposer aux travailleurs un plan d'action audacieux et déterminé pour la grève générale. Si les intérêts de boutiques font que cela reste impossible, il faut au moins que le NPA cesse de défendre une orientation ambiguë, de rester à mi-chemin entre la prise d'initiatives cohérentes et conséquentes pour la lutte de classe et le suivisme à l'égard des directions syndicales et des partis de la gauche de la gauche institutionnelle. C'est la condition pour que le NPA réalise son baptême du feu dans la période historique ouverte par la crise et soit reconnu par les travailleurs comme un véritable outil des luttes. Et c'est le sens du combat pour la construction de la Tendance CLAIRE.

Ludovic Wolfgang, le 18 mars 2009